

Aperçu général de l'Uruguay

Population

La population est en majorité de race blanche et d'origine espagnole ou italienne. Les « mestizos » (métis) représentent 8 % de la population alors que la population amérindienne a, en grande partie, été décimée. L'espagnol est la langue officielle. La plupart des Uruguayens sont catholiques romains.

En 1990, l'Uruguay comptait 3,094,214 habitants, un accroissement démographique de 0,7 % seulement depuis 1980. Le pays a une population majoritairement urbaine (85 %). L'Uruguay n'a donc pas connu le problème d'un brusque exode rural, phénomène qui se produit souvent dans les pays ayant des problèmes économiques.

La détérioration de la situation économique a rendu la vie très difficile pour beaucoup d'Uruguayens. Les prix ne cessent d'augmenter, les salaires réels baissent et le taux de chômage grimpe de façon dramatique. Le gouvernement a créé un Fonds d'urgence à l'investissement social chargé de distribuer à des projets précis l'argent versé par des donateurs.

Histoire

Au début du XVIII^e siècle, les Espagnols se sont emparés des postes portugais en Uruguay, ce qui a mis fin à leur tentative de s'implanter au pays. De 1726 à 1814, le pays fait partie de l'Amérique latine espagnole; il connaît bien des vicissitudes pendant les guerres d'indépendance. En 1814, les armées de la Confédération argentine prennent la capitale et annexent la province. Par la suite, les Portugais reconquirent le pays qui devient une province du Brésil.

En 1825, l'Uruguay se libère du joug brésilien. Il s'ensuit une guerre entre l'Argentine et le Brésil qui se termine grâce à la médiation du Royaume-Uni. L'Uruguay accède à l'indépendance en 1828 et devient une république deux ans plus tard.

L'histoire de la jeune république est marquée par une guerre civile opposant deux partis politiques rivaux, les Colorados et les Blancos, qui sont toujours les deux principales formations politiques du pays. La longue période de troubles ne se termine qu'en 1903 avec l'élection d'un dirigeant Colorado, José Battle y Ordoñez, à la présidence de la république. Très vite, l'Uruguay acquiert la réputation d'un pays politiquement stable, doté d'une politique sociale avancée.

Cependant, au cours des derniers 30 ans, le pays a perdu sa prospérité d'antan et l'État-providence est devenu de plus en plus illusoire. La dictature militaire (1973-1985) a plongé le pays aux antipodes d'une longue tradition de démocratie et de progrès social.

L'armée a pris le pouvoir à un moment où le pays traversait de graves difficultés économiques et où la guérilla urbaine s'intensifiait. Les militaires ont exercé contre l'opposition une répression sévère, qui a donné lieu à des accusations de violation des droits de la personne. Sous le régime militaire, les dépenses publiques ont augmenté sans cesse et la situation économique s'est dégradée. De petits bidonvilles ont fait leur apparition dans les environs de Montevideo.

Au début des années 1980, on assiste à un retour progressif à la démocratie, mais la situation économique ne s'améliore pas. Aux élections de 1984, les Colorados l'emportent et M. J.M. Sanguinetti devient président. Ils sont battus en 1989 par les Blancos dirigés par le Président Lacalle Herrera.

Gouvernement

En vertu de la Constitution, le président nomme un Conseil composé de 11 ministres et d'un secrétaire (Bureau de la Planification et du Budget); un vice-président préside le Congrès. L'Assemblée législative comprend une Chambre de députés formée de 99 membres et un Sénat composé de 30 membres (plus le vice-président). Ils sont élus pour cinq ans selon un système de représentation proportionnelle.